



Éditorial



TERRITOIRES ?

On redécouvre en 2019 les territoires et les collectivités locales, et les vertus d'une démocratie de proximité... Les anciens se souviendront que LJ Lebreton faisait partie des chercheurs, militants et hommes d'influence qui ont lancé la version française de l'aménagement du territoire.

On redécouvre les territoires, les collectivités locales et les communes. Parce que les problèmes auxquels beaucoup de nos contemporains sont confrontés, surtout les plus précaires, relèvent des communes, des villes, des villages et des collectivités locales : logement à un prix abordable, distribution de l'eau, ramassage des ordures, assainissement, pureté de l'air, distribution de l'électricité, transports publics...

On redécouvre les territoires et collectivités locales parce qu'on estime que la démocratie y est plus proche, plus sensible, plus participative qu'à l'échelle des États. On connaît le maire, on habite à côté d'un membre d'un exécutif de collectivité locale, avec eux, nous partageons les mêmes conditions de vie, souvent les mêmes niveaux de revenu. Sans le vouloir, le fossé entre « eux, là-haut » et « nous, ici » est surmonté.

Beaucoup de problèmes, pour être résolus, nécessitent de réunir un ensemble de conditions économiques, sociales, institutionnelles, humaines, culturelles... la vie en société ne connaît pas de causalité mécanique ni linéaire. C'est un ensemble de facteurs qui interagissent les uns sur les autres... On appellera peut-être cette curieuse alchimie : écosystème. Maitriser cet écosystème, promouvoir un écosystème favorable à l'économie humaine, voilà le défi.

À l'heure de la désillusion vis à vis de la politique et des hommes politiques, à l'heure du « qu'ils s'en aillent, tous », la démocratie locale a de beaux jours devant elle.

Antoine Sondag revue@rieh.org

Des territoires en marche vers l'économie humaine

« Du souffle pour nos territoires. Des quatre continents, des territoires en chemin vers une économie humaine ». Ce thème a réuni en juin 2018 au Mené en Bretagne des acteurs locaux de l'économie humaine, des responsables de communes et collectivités locales, des Bretons et des militants venus de quatre continents... On trouvera ici les conclusions de cette rencontre. Qui constituent plutôt des orientations et une boîte à outils pour prolonger Le Mené en Bretagne et partout dans le monde.

1/ Des territoires en marche vers l'économie humaine : Une perspective dont l'intérêt est confirmé.

Promouvoir par l'action collective l'économie humaine au niveau local est à la fois possible et nécessaire pour répondre aux défis globaux, des interdépendances et de la mondialisation. L'action collective pour résister à la fatalité est possible, y compris dans des contextes très difficiles : sous des régimes d'occupation brutale ou de dictature ; pour des populations qui, n'ayant pas ou peu bénéficié d'une éducation formelle, subissent la misère et l'oppression sociale. Moyennant des processus de conscientisation et de participation, chaque personne, chaque groupe, peut trouver en lui les ressources nécessaires pour devenir acteur de son destin.

L'action collective est possible dans des contextes aussi différents que ceux vécus par les personnes présentes à la rencontre. Cela permet des échanges fructueux, où chacun peut apprendre des autres et apporter aux autres. Cela ouvre une perspective mobilisatrice pour tous les continents.

Le référentiel de l'économie humaine permet de caractériser la vision qui mobilise les acteurs du territoire et d'analyser leur action pour la faire progresser.

Ses quatre composantes majeures sont : 1. développement intégral (tout l'Homme) 2. solidaire (tous les hommes) 3. participatif (par tous les hommes) 4. en harmonie avec le vivant (l'homme comme partie du vivant et comptable pour que la vie perdure sur notre terre)

Pour que ça marche, **il faut une convergence entre : la population, ses organisations et les élus locaux.** Les initiateurs de l'action peuvent être « la société civile » ou les élus et dans les deux cas l'un ne peut réussir sans l'autre.

Pour que ça marche, **il est essentiel de construire des consensus par la concertation.** Cette démarche reconnaît la légitimité de la diversité des points de vue, en fonction de la position des personnes et des groupes, de la divergence des intérêts, des valeurs et des projets sociétaux.

Cette démarche s'oppose à celle qui cherche uniquement à imposer un point de vue par la force. Elle ne considère pas qu'il y a, a priori, opposition entre « le peuple » qui serait porteur de l'intérêt général et

les élites qui seraient porteuses de leur seul intérêt particulier, mais des logiques divergentes, voire opposées.

La concertation vise à sortir des contradictions par le haut, dans une logique gagnant/gagnant. Cette démarche n'est pas pour autant naïve. Face à la violence et à l'abus de pouvoir, elle oppose la force de personnes conscientes, déterminées et organisées.

Pour que ça marche, il est essentiel que **la concertation débouche sur un programme d'actions partagé**. Il ne suffit pas que chaque personne vivant sur le territoire et chaque entreprise qui y est implantée agisse selon son intérêt particulier pour que ce territoire connaisse un développement harmonieux. L'intérêt commun n'est pas la somme des intérêts particuliers, mais la conciliation des différentes visions de l'intérêt général. Il faut mettre en œuvre une stratégie de développement sur la base d'accords pouvant être contractualisés, entre tous les acteurs prêts à se concerter, pour atteindre des objectifs communs avec un calendrier précis. A cette fin, certains considèrent qu'il faut réhabiliter une planification stratégique.

La mise en œuvre de ce programme d'action concerté repose sur une pluralité d'acteurs : des personnes portant des initiatives concourant au bien commun, des associations et coopératives constituant l'économie sociale et solidaire à l'échelle du territoire ; des entreprises privées, quelle que soit leur taille, dès lors qu'elles acceptent, ce qui est loin d'être fréquent, de poursuivre leur intérêt propre, en concourant à l'intérêt général ; des entreprises publiques et des administrations, dépendant des autorités locales ou rattachées à des ensembles régionaux ou nationaux, dès lors qu'elles fonctionnent non sur des logiques bureaucratiques imposant leurs normes aux « usagers », mais qu'elles se mettent à l'écoute et au service des citoyens.

Une démarche du type « **Observer/ Analyser/Planifier/ Agir/Evaluer** » apparaît pertinente, sachant qu'elle fonctionne de façon circulaire et qu'elle associe la population, à chaque phase. Elle se décline dans les principales étapes : 1. mener une enquête participative dont la population s'approprie les résultats 2. analyser collectivement la situation avec ses forces et ses faiblesses, ses risques et ses opportunités 3. partager collectivement les grandes orientations pour l'action 4. décliner un plan d'actions, le mettre en œuvre et en évaluer les résultats

2/ Des enseignements à partager.

Il faut souligner le rôle déterminant des leaders/animateurs de la démarche territoriale faisant preuve de détermination, de courage, de persévérance, de capacité d'écoute et de capacité narrative pour susciter des rêves atteignables et mobiliser les énergies de chacun. Ce rôle n'apparaît pas nécessairement dans des fonctions spécifiques. En fait, chaque acteur, quelle que soit sa position et sa fonction, est appelé à faire preuve de ces qualités humaines.

Le territoire est à la fois enracinant et ouvert, ouvert à d'autres territoires, mais aussi aux autres niveaux qui font société (la région, la nation, l'ensemble continental, l'humanité entière). Les deux caractéristiques ne sont pas opposées mais complémentaires. Sans racine on est balayé par le vent de la mondialisation, sans ouverture on est condamné au repli sur soi.

Au total, dans une situation où interdépendances et globalisation vont croissant, l'action collective, sur le lieu où l'on vit et travaille, apparaît comme une composante nécessaire de l'action pour un changement global. Il s'agit bien de construire une alternative où l'argent investi, les valeurs ajoutées

créées et le pouvoir sont partagées « humainement » entre tous.

Le territoire cherche à établir des accords avec les autres niveaux d'organisation politique et décisionnelle, avec les acteurs économiques, sociaux et culturels de niveau géographique plus large.

3/ Des questions et des débats pour aller plus loin.

Développer la fonction d'animateur du développement local.

Comme dit ci-dessus, il peut s'agir d'un métier, mais c'est surtout une façon d'exercer son rôle d'élu, de membre ou de dirigeant d'une association ou d'une entreprise de l'économie sociale, d'expert, de formateur, de chercheur.

Comment reconnaître cette fonction d'animateur ou de passeur d'économie humaine, la valoriser, la promouvoir, notamment par la formation ? Ce peut être un des rôles du RIEH de permettre à toutes celles et ceux qui partagent cette façon d'exercer leur rôle d'échanger et de se conforter.

Ajoutons une remarque qui porte sur le choix de l'expression « économie humaine ».

Mais la portée du terme économie humaine dépasse celle d'une catégorie juridique d'entreprises : entreprises personnelles, entreprises privées, entreprises publiques et administrations, toutes sont invitées à adopter la vision et la démarche transversale de l'économie humaine. Et puis, on ne parle pas seulement d'économie : c'est la façon de s'organiser et vivre ensemble sur le territoire, c'est l'homme et la société dans leur totalité qui sont visés. La rencontre a conforté le titre : des territoires en marche vers l'économie humaine.

Relancer l'éducation populaire.

L'accent a été mis, durant la rencontre, sur la nécessaire conscientisation des populations du territoire. C'est un des objectifs des mouvements d'éducation populaire de développer la prise de conscience de ce que chacun et tous vivent et font.



Ces mouvements ne peuvent-ils pas être remplacés par Internet et les réseaux sociaux, même si ceux-ci doivent intégrer ces médias de communication dans leur fonctionnement ?

- Quelles formes anciennes ou nouvelles peut prendre l'éducation populaire dans les différents contextes de société ?
- Quel rapport entre l'éducation institutionnalisée et l'éducation populaire ?

Approfondir par l'analyse d'exemples les démarches d'enquête participative, de concertation, de planification multilatérale, • d'évaluation pour progresser ensemble.

- Quelles sont les méthodes qui se révèlent, dans la pratique, les plus efficaces ?
- Comment chacun des acteurs, y compris les acteurs privés, peuvent-ils concourir à la recherche du bien commun ?
- Ces démarches dépendent-elles des seules volontés individuelles ou peuvent-elles s'incarner dans des structures et des règles de droit ?

Portée et limites de l'approche globale au niveau d'un territoire. Il y a eu accord lors de la rencontre sur l'intérêt de l'approche globale « Tout l'homme » promu par l'économie humaine.

Cependant sur les exemples présentés, l'action porte principalement sur certains des problèmes vécus par la population : a) la résistance à la violence à Gao b) la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes, contre les ravages de l'alcoolisme, contre l'exploitation excessive du sable des rivières à Karur c) l'indépendance énergétique au Mené d) l'urbanisme à Villa el Salvador e) l'agriculture écologique à Songhaï.

En même temps, dans chacun des exemples les problèmes particuliers sont traités en fonction d'une vision globale.

Le R.I.E.H. a réalisé une étude de près d'une vingtaine d'expériences de développement local à travers le monde, le Mené était l'un de ces « Chemins d'Economie Humaine ». Au début de 2018, les responsables du R.I.E.H. ont proposé au Mené d'organiser une rencontre internationale : « Du souffle pour nos territoires. Des quatre continents, des territoires en chemin vers une économie humaine ». Les principaux élus du Mené ont su relever le défi grâce à une collaboration soutenue dans la préparation, la réalisation et la mise en valeur de ce colloque. Les 14 et 15 juin 2018, une quarantaine d'invités, venant des quatre continents, ont partagé leurs expériences et leurs réflexions dans le cadre convivial du Village de Vacances de Merdrignac et pris part à la soirée publique de Saint-Gouéno (130 participants). Militants tenaces aux frontières de l'impossible, acteurs locaux du Mené, de Bretagne, animateurs de réseaux de solidarité, d'éducation populaire, mais aussi grands témoins de l'éveil des démocraties africaines, de l'économie solidaire, experts de l'aide publique au développement, tous ont échangé leurs regards sur les chemins parcourus, les convictions les éclairant, comme autant d'appel pour aller de l'avant, chacun en son propre cheminement.

Un immense courant libéral, technologique, culturel, entend façonner l'avenir de l'humanité : la mondialisation par les aigles de la finance lancés à la conquête d'un unique marché spéculatif, la fabrication standardisée de l'humain par les géants du numérique, des technosciences, par les promesses transhumanistes d'un homme réparé, augmenté, transformé, proche de l'immortalité. Comment discerner dans ces mutations vertigineuses ce qui fait grandir la ressource humaine, avancer « la montée humaine universelle » (J. L. Lebreton) ? Au contraire ce qui provoque l'aliénation, le dessèchement des relations et des raisons de vivre, dans une planète limitée et gravement menacée ?

Pourtant, ce n'est ni rêverie, ni évasion illusoire : un peu partout, chez nous et dans le vaste monde, des groupes humains se prennent en main, écrivent leur propre histoire au lieu de tout attendre d'ailleurs ou d'en haut. Mille misères suscitent mille chantiers, mille projets solidement enracinés en leur territoire et ouverts à l'universel. « Ne négligeons pas l'imagination fertile du petit peuple, capable de l'impossible quand son existence est menacée ».

Longtemps, on n'y a vu que soubresauts de zones rurales ou quartiers périphériques luttant pour leur survie, résistances aveugles ou bricolages archaïques de communautés, de groupes désarticulés par la modernisation : autant de réactions marginales, isolées, disait-on. Mais avec l'éveil des sociétés civiles et la révolution de l'information, toutes ces « fourmis » apprennent à se connaître, se faire entendre : elles croisent leurs regards pour découvrir les failles, les impasses du système dominant et les opportunités qui s'offrent à elles ; elles nouent des alliances proches et lointaines, remontent des périphéries vers les centres de décision. Dans les défis qu'ils relèvent, ces pionniers dessinent des formes d'économie humaine, de développement intégral, qui ne sont ni des replis frileux de clans étriés, ni des constructions idéologiques aux frontières de sociétés usées ou désabusées. Face à la mondialisation par les aigles et dans cette mondialisation même, émergent des forces de renouvellement, une libération d'énergies autour de projets partagés, en des territoires vécus s'ouvrant à des ensembles plus vastes...

Mais comment arrimer le local et l'universel, articuler démarches ascendantes et programmes descendants ? Je sais ce que m'ont apporté les Forums Sociaux Mondiaux de Porto Alegre, de Mumbai, ces rencontres internationales où des peuples multiples crient leur soif de dignité, de solidarité, redonnant sens et consistance à tous nos petits chantiers locaux. Une conscience universelle, une citoyenneté planétaire s'y exprime, capable de dilater nos regards et de stimuler nos espoirs, face à tous les fatalismes – « Un autre monde est possible, nous l'avons mis en chantier ».

Paul Houée

Il serait intéressant dans ces territoires et d'autres, d'approfondir la portée de l'action menée, en particulier sur les problèmes dont les causes dépassent très largement le niveau local (la sécurité, le commerce international, la justice,...)

Humanisme, valeurs, éthique, spiritualité : une dimension essentielle dont il faut préciser la place.

Dans la vision qui porte et que portent les acteurs de l'économie humaine, il y a manifestement une critique de l'individualisme, du matérialisme et du consumérisme et une référence aux finalités de l'existence humaine, personnelle et collective.

A cette question des finalités, la science n'apporte pas de réponse. Nos amis indiens font référence à la dimension spirituelle de la condition humaine.

Lebret, à l'origine du concept d'économie humaine était un dominicain qui avait une vision unifiée de sa vie et de son œuvre.

En Europe et singulièrement en France, la spiritualité est assimilée à la religion et l'emploi du terme est récusé au nom de la laïcité. Et pourtant, il est clair que dans chacun des exemples présentés, ce qui anime la population et ses leaders, ce ne sont pas simplement la défense de leurs intérêts, ni une idéologie, ni des valeurs abstraites.

Avant de démultiplier l'exemple du centre de Porto-Novo, les promoteurs de Songhaï s'assurent d'abord qu'on ne va pas seulement reprendre des techniques, mais un esprit.

L'économie humaine ne s'intéresse pas seulement au comment, mais aussi au pourquoi :

- Comment la prise en compte des finalités peut-elle être, non seulement vé-

cue par chacun, mais être reconnue et promue collectivement, tout en respectant la nécessaire pluralité des réponses portées à cette question du sens ?

- Comment nommer cette recherche de sens, de façon qu'elle ait sa place dans le débat public, dans la vision partagée des acteurs de l'économie humaine, dans l'éducation émancipatrice que nous entendons promouvoir ?

Voilà quelques questions sur lesquelles il serait intéressant de poursuivre à la fois la réflexion et l'action, non seulement sur les exemples présentés, mais sur d'autres territoires.

« **Ce n'est pas fini** »

Cette phrase a été citée au cours des débats, chaque fois qu'on a mentionné que telle action était restée sans suite immédiate.

Tout projet, d'économie humaine, aux couleurs d'un territoire, s'inscrit dans un temps long et à besoin de maturité. Le nombre d'acteurs, sans doute, démultiplie le besoin d'appropriation pour avancer dans la démarche, les valeurs portées par le propos aussi ; il s'agit de souligner qu'il y a des combats qui sont de longue haleine.

La phrase a été reprise à la fin de la rencontre pour signifier la volonté des participants de poursuivre la dynamique.

Non pas d'abord, comme il arrive souvent, parce qu'on est triste de devoir se quitter, mais parce que chacun repart avec la volonté d'agir sur son propre terrain en poursuivant l'échange avec les autres.

Il n'y a pas eu de décision prise immédiatement sur les suites à donner, mais des pistes esquissées.

Réaliser le présent document qui est davantage que des Actes d'un colloque. C'est une suite des débats avec des interventions qui ont été complétées, des conclusions même provisoires qui sont tirées. En le relisant, chaque participant y trouvera de quoi nourrir sa propre action.

En le diffusant autour de lui, il invitera d'autres personnes et d'autres groupes à s'engager dans la même démarche.

Poursuivre les échanges d'informations et de réflexions, notamment via le site www.rieh.org.

Organiser des voyages d'études entre territoires pour que chacun approfondisse l'expérience de l'autre.

Organiser des stages pour que des jeunes d'un territoire, viennent à la fois découvrir l'action d'un autre et y participer.

Etendre la démarche à d'autres territoires dans deux directions : la Bretagne et les quatre continents représentés.

Et pour que cela soit productif, il faut dépasser le simple échange pour mener ensemble une forme de recherche-action, avec des temps de formation.

Cette recherche-action pourra et devrait s'intituler :

« **Territoires en marche vers l'économie humaine** ».

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed 45, rue de la Glacière - 75013

PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@rieh.org L'association DCLI - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Michel Tissier.

La reproduction des textes publiés est autorisée à condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Virements bancaires, en France :

LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé..

